

DANS L'ACTUALITE du 28 février au 2 mars 2017

Textes officiels

JORF n° 0052 du 2 mars 2017

Agrément des sites naturels de compensation

- Publics concernés : toute personne morale publique ou privée susceptible de proposer ses services pour la mise en place de sites naturels de compensation ; tout maître d'ouvrage susceptible d'avoir recours à de tels sites naturels de compensation pour mettre en œuvre ses obligations de compensation écologique

[Décret n° 2017-264 du 28 février 2017 relatif à l'agrément des sites naturels de compensation](#)

- Publics concernés : personnes publiques ou privées susceptibles de mettre en œuvre des opérations de restauration ou de développement d'éléments de biodiversité

[Décret n° 2017-265 du 28 février 2017 relatif à l'agrément des sites naturels de compensation](#)

Programme d'investissements d'avenir : Organisation et les moyens prévus pour l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

[Convention financière du 28 février 2017 entre l'Etat et l'ADEME relative au programme d'investissements d'avenir](#)

JORF n° 0051 du 1^{er} mars 2017

Statut de Paris et aménagement métropolitain

[Loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain](#)

JORF n° 0050 du 28 février 2017

Procédure applicable en matière d'instruction des dérogations aux règles d'urbanisme accordées en application des articles L. 151-29-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme

[Décret n° 2017-254 du 27 février 2017 portant application des dispositions des articles L. 151-29-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme](#)

Fixation du seuil de recours obligatoire à l'architecte pour l'élaboration du projet architectural, paysager et environnemental d'un lotissement

[Décret n° 2017-252 du 27 février 2017 relatif à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental d'un lotissement](#)

Parcs nationaux et réserves naturelles

[Décret n° 2017-244 du 27 février 2017 portant diverses dispositions relatives aux parcs nationaux et aux réserves naturelles](#)

Circulaire

Domanialité

[Circulaire n° 5913-SG du 27 février 2017 sur la gouvernance de la politique immobilière au niveau local](#)

Jurisprudence

Création d'une zone d'aménagement concerté

[CE 23 février 2017 commune de la Garenne-Colombes, req. n° 393282](#)

Règlement de prestations postérieurement à l'arrivée du terme d'un marché public

[CE 22 février 2017 ministre des finances et des comptes publics, req. n° 397924](#)

Délai pour communiquer une lettre de réclamation dans le cadre d'un marché de prestations intellectuelles

[CAA Versailles 23 février 2017 SARL d'Architecture Uruk, req. n° 15VE00710](#)

Réponses ministérielles

Question écrite Sénat n° 22302 du 16 février 2017 - [Fusion d'établissements publics de coopération intercommunale et plan d'urbanisme](#)

Vu par ailleurs

Contrats publics

Réforme de la commande publique : Bercy clarifie enfin la question des marchés complémentaires

[La DAI du ministère de l'Economie vient d'enrichir sa fiche technique exposant les nouvelles règles de modification des marchés et concessions en cours d'exécution. Ambition affichée ? Eclairer les acheteurs publics sur la possibilité de conclure des marchés complémentaires aux contrats initiaux signés avant l'entrée en vigueur de la réforme – qui supprime ce type de marchés.](#)

Source : le Moniteur du 27/02/2017

Urbanisme

164 équipes retenues pour participer à la seconde phase d' « Inventons la métropole du Grand Paris »

[Un an après le lancement de l'appel à projets « Inventons la métropole du Grand Paris », 164 groupements pluridisciplinaires, soit en moyenne trois par site, ont été admis à déposer une offre. Les lauréats seront connus en septembre prochain.](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/03/2017

Lotissements : le seuil de recours à l'architecte paru au « JO »

[C'est, sans surprise, au-delà de 2 500 m² de surface de terrain à aménager qu'il faudra faire appel à un architecte pour établir le projet architectural, paysager et environnemental d'un lotissement. L'Ordre des géomètres-experts a décidé de déposer un « recours en excès de pouvoir ».](#)

Source : le Moniteur du 28/02/2017

L'obligation de recours à un architecte à partir de 150 m2, c'est maintenant !

[A partir du 1^{er} mars 2017, toute construction d'une superficie supérieure à 150 mètres carrés devra faire appel à un architecte. Retour sur l'une des mesures les plus débattues de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine.](#)

Source : loclatis.info du 28/02/2017

Martine PINVILLE a tenu des assises pour la revitalisation économique et commerciale des centres-villes

[Martine PINVILLE, secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation, et de l'économie sociale et solidaire, a réuni les acteurs publics et privés de la revitalisation économique et commerciale des centres-villes dans le cadre d'assises qui se sont tenues aujourd'hui à Bercy.](#)

Source : Communiqué de presse finances.gouv.fr du 28/02/2017

Environnement

Territoires à énergie positive : plus de 150 nouveaux signataires

[Plus de 150 territoires ont signé ce 27 février au ministère de l'Environnement une convention de Territoire à énergie positive pour la croissance verte \(TEPCV\), portant à plus de 500 le nombre de territoires engagés dans la démarche et bénéficiant à ce titre d'un soutien financier pour mettre en œuvre localement des actions de transition énergétique. "](#)

Source : localtis.info du 1^{er}/03/2017

Autoconsommation et énergies renouvelables : ratification de deux ordonnances

[La loi ratifiant les ordonnances "autoconsommation" et "énergies renouvelables" a été promulguée ce 25 février.](#)

Source : loclatis.info du 28/02/2017

Collectivité territoriale

La loi sur le statut de Paris et l'aménagement métropolitain est publiée au « JO »

[Censée accélérer les travaux du Grand Paris, la loi du 28 février 2017 vient d'être publiée au « Journal officiel » du 1er mars.](#)

Source : le Moniteur du 1^{er}/03/2017

Vu dans les revues

Revue Construction et urbanisme n° 3 – mars 2017 p.17, *Travaux sur existant réalisés sans autorisation : pas de demi-mesure sauf...* (CE, 3 févr. 2017, n° 373898), par Xavier Couton

Semaine juridique Administrations et collectivités territoriales n° 8 du 27 février 2017 p.26, *Précisions relatives au régime juridique de la publicité extérieure* (CE, 20 oct. 2016, CE, 12 oct. 2016), par Marcel Moritz

Semaine juridique Administrations et collectivités territoriales n° 8 du 27 février 2017 p.36, *Gestion contractuelle du service public : la poursuite d'une mutation ? Conclusions et note sur CE 9 décembre 2016 Commune de Fontvieille, req. n° 396352*, par Gilles Pellissier et Jean-François Sestier

Presse

La LGV Tours-Bordeaux, première ligne ferroviaire sous concession privée

[La voie ferrée Sud Europe Atlantique, qui mettra Paris à deux heures de la cité girondine, a été inaugurée, mardi, par François Hollande.](#)

Source : Le Monde du 02/03/2017

L'eau, nouvelle bataille métropolitaine

[Depuis janvier, la Métropole du Grand Paris est compétente dans la gestion des cours d'eau. Premier chantier sur la vanne du canal de Joinville.](#)

Source : les Echos du 1^{er}/03/2017

La gentrification a transformé la Croix-Rousse

[Selon l'Insee, les pentes et le sommet de la Croix-Rousse sont en proie à une forte gentrification. Les élus locaux tentent pourtant d'y maintenir une certaine mixité.](#)

Source : les Echos du 1^{er}/03/2017

Déclin des centres-villes : cessons d'accuser les centres commerciaux de tous les maux !

[LE CERCLE/HUMEUR - Les centres commerciaux, principalement installés en périphérie, ne sont pas les seuls responsables de la désertification des centres-villes. Au lieu de lancer des anathèmes, travaillons, ensemble, à leur revitalisation.](#)

Source : les Echos du 28/02/2017